

Synthèse

- 8,8% :

La baisse des effectifs de l'Intérim s'amplifie

L'activité du troisième trimestre 2012 n'améliore pas l'emploi en Haute-Normandie : l'effectif salarié des entreprises du secteur privé diminue de -0,9%. La dégradation de l'emploi se poursuit, à peine moins marquée que précédemment (-1,01% à fin juin 2012). Avec 4 200 emplois nets détruits en un an, le volume d'emploi chute ainsi à 472 200 salariés en données CVS.

Chacun des deux départements restent sur leur tendance de destructions d'emplois: la Seine-Maritime affiche -0,6% après -0,7% au second trimestre 2012 tandis que l'Eure enregistre -1,7% après -1,8% au second trimestre 2012.

Les pertes dans l'Industrie s'accroissent. La Construction et le Commerce présentent des replis légèrement moins accentués. L'Intérim amplifie son recul; en revanche les Services hors intérim créent quelques emplois.

Au niveau national, seules les régions du Sud et de l'Île de France continuent de

créer des emplois ; la Haute-Normandie se place toujours avec les régions en régression mais n'appartient plus au groupe des régions les moins bien orientées; elle laisse ainsi cinq régions derrière elle. Le différentiel avec la moyenne nationale est de -0,7%.

Le taux de chômage régional est estimé à 11,1% à fin septembre 2012, contre un taux national métropole de 9,9%. La Seine-Maritime connaît un taux de chômage plus élevé (11,3%) que l'Eure (10,8%).

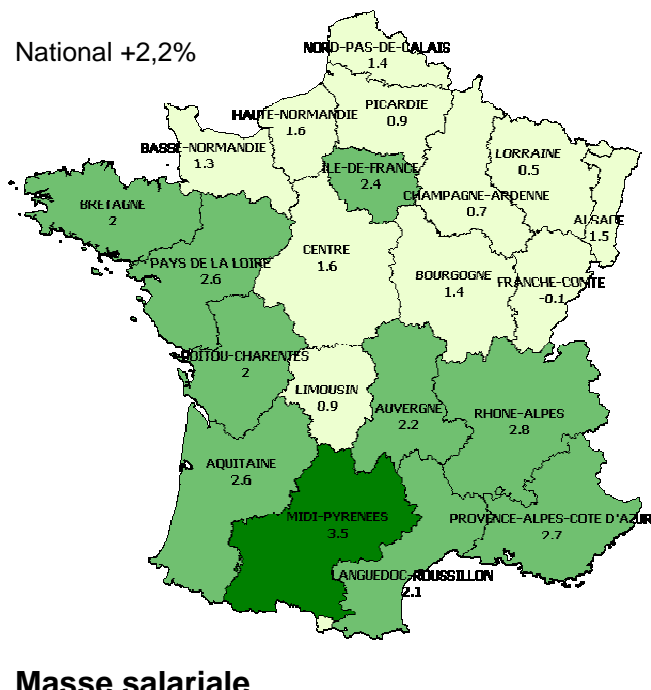
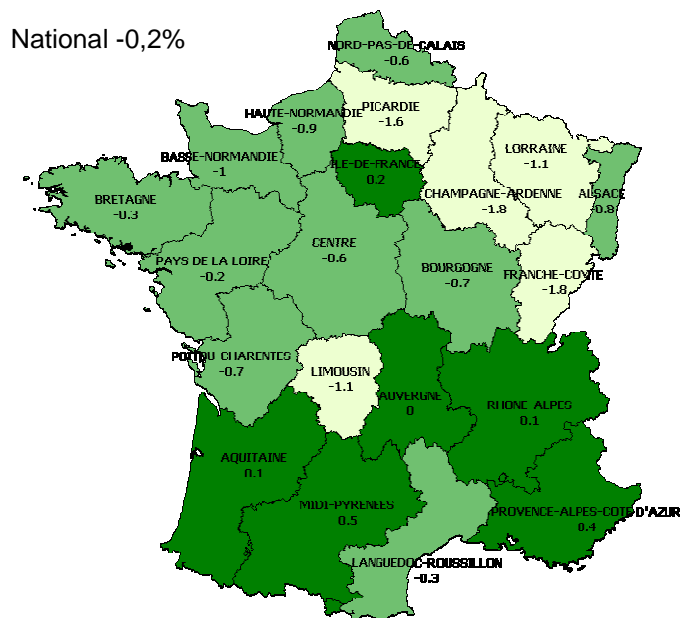
La masse salariale versée par les entreprises du secteur concurrentiel en Haute-Normandie continue de croître (+1,6% au troisième trimestre 2012 après +1,3% au second trimestre 2012); sa croissance est inférieure à celle du niveau national (+2,2%). Elle progresse de + 0,8% dans l'Eure et de +1,9% en Seine-Maritime.

Le salaire moyen par tête (SMPT) s'élève à 2 267 euros et s'accroît plus vite en un an (+2,5%) que celui du niveau national (+2,3%). Toutefois le SMPT en valeur reste inférieur de 5,4% au salaire moyen national.

L'emploi et la masse salariale

dans le secteur concurrentiel en Haute-Normandie

Evolution en glissement annuel au 3^{ème} trimestre 2012



Effectifs

Masse salariale

Secteur concurrentiel - Haute-Normandie	En niveau 2012 T3	Glissement trimestriel					Glissement annuel	
		2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T2	2012 T3
Masse salariale (en Millions€)	3 216	-0.3%	0.9%	0.7%	0.0%	0.0%	1.3%	1.6%
Emploi salarié (en nombre)	472 045	-0.4%	0.2%	-0.4%	-0.5%	-0.2%	-1.0%	-0.9%
Salaires moyen par tête mensuel (en €)	2 267	0.1%	1.0%	0.7%	0.4%	0.4%	2.2%	2.5%
Indice des prix à la consommation hors tabac		0.0	0.8	0.9	0.1	0.0	1.9	1.8

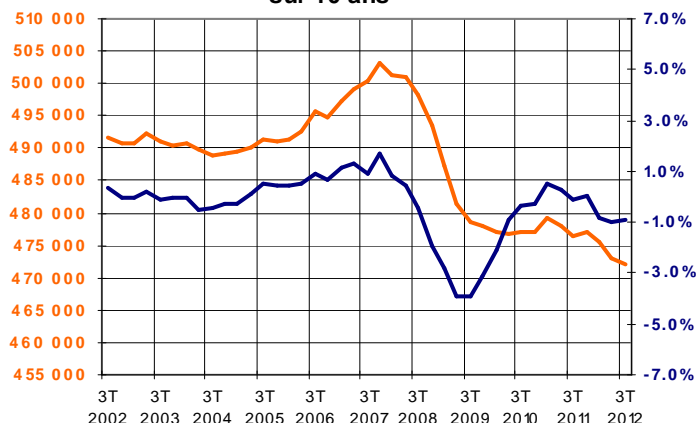
L'emploi et la masse salariale

par secteur d'activité au 3^{ème} trimestre 2012

En valeur CVS	Effectif salarié								Masse salariale							
	2012 T3 En nombre	Glissement trimestriel					G annuel		2012 T3 Millions €	Glissement trimestriel					G annuel	
		2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T2	2012 T3		2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T2	2012 T3
TOTAL (dont Autres)	472 045	-0.4%	0.2%	-0.4%	-0.5%	-0.2%	-1.0%	-0.9%	3 216	-0.3%	0.9%	0.7%	0.0%	0.0%	1.3%	1.6%
Industrie	117 578	0.2%	-0.2%	-0.1%	-0.7%	-0.1%	-0.8%	-1.1%	1 015	0.6%	0.9%	1.4%	-0.8%	0.2%	2.0%	1.6%
Construction	43 984	-0.2%	-0.7%	0.3%	-1.0%	0.0%	-1.6%	-1.4%	261	-0.5%	1.0%	0.6%	-0.7%	0.2%	0.4%	1.1%
Commerce	71 976	-0.7%	0.6%	-0.6%	-0.6%	-0.1%	-1.3%	-0.7%	434	0.1%	0.5%	-0.1%	0.9%	0.1%	1.4%	1.3%
Services	238 353	-0.6%	0.5%	-0.6%	-0.2%	-0.4%	-0.9%	-0.7%	1 506	-0.8%	1.2%	0.3%	0.2%	0.1%	0.9%	1.8%
dont Intérim	21 517	-4.7%	2.4%	-4.1%	-2.0%	-5.2%	-8.3%	-8.8%	141	-3.8%	2.1%	-2.4%	-2.1%	-1.4%	-6.3%	-3.9%

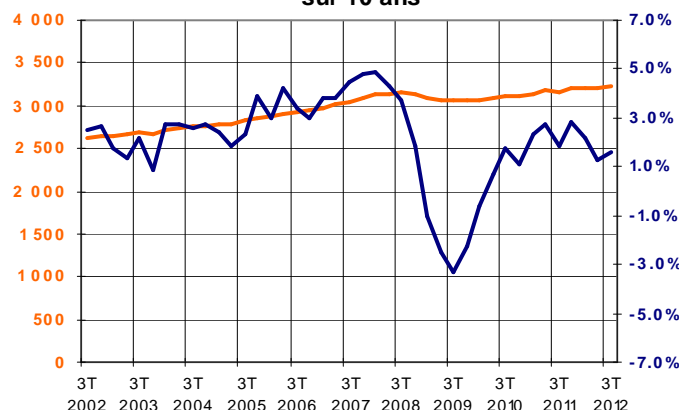
Source : Urssaf / Acoess

Nb salariés **Emploi du secteur privé sur 10 ans**



Source : Urssaf / Acoess

Millions d'€ **Masse salariale sur 10 ans**



Source : Urssaf / Acoess

• L'Industrie accroît ses baisses d'effectifs

Amorcée au deuxième trimestre 2012, la décroissance des effectifs industriels redémarre (-1,1% à fin septembre après -0,8% à fin juin) tous secteurs confondus : les effectifs en volume passent ainsi en dessous des 118 000 salariés.

Les industries **Agro-alimentaires** font figure d'exception (+0,3%, soit 40 postes de plus), notamment dans la Fabrication de plats préparés et à la Fabrication d'autres produits alimentaires.

Le secteur **Cokéfaction et raffinage** reste sur une baisse de -11,3% qui s'explique en grande partie par le reclassement des effectifs de la partie Recherche d'une entreprise de ce secteur dans la branche de tertiaire. Après correction des 350 salariés concernés, la baisse sur un an est ramenée à -2,0%.

Les **Equipements électriques, électroniques, informatiques**, après trois trimestres de créations nettes d'emplois, se retournent (-0,4%). Sont particulièrement touchés la Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique (-50 postes) la Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques (-32 postes) et la Fabrication d'autres machines-outils (-30 postes).

La **Fabrication de matériels de transport** accroît ses pertes d'emplois (-1,0%) affectée par l'Industrie automobile (-1,6% soit 150 postes de moins). Seule la Construction aéronautique et spatiale est dynamique (+2,6% soit 80 postes de plus).

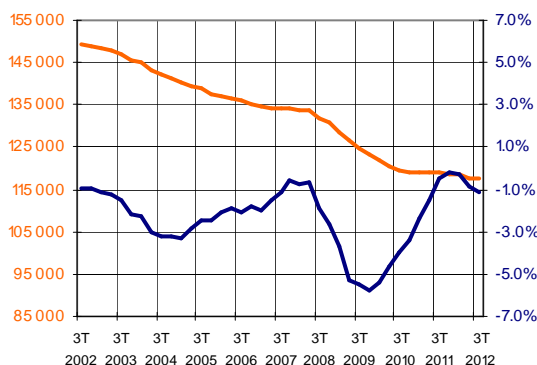
Les **Autres produits industriels** (-1,6%) gardent la même tendance de baisse et détruisent 980 postes nets en un an.

* L'Industrie des plastiques et autres produits non minéraux accélère ses réductions d'effectifs salariés (-5,6% à fin septembre après -4,0% à fin juin) ; essentiellement dans la Fabrication d'autres articles en caoutchouc (-510 postes concentrés dans deux entreprises) et dans la Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques (- 280 postes dans une entreprise de Divers matériaux cellulaires pour le secteur de l'automobile). Seules la Fabrication d'emballages en matières plastiques (+70 postes) et la Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction (+20 postes) continuent de dynamiser un peu le secteur.

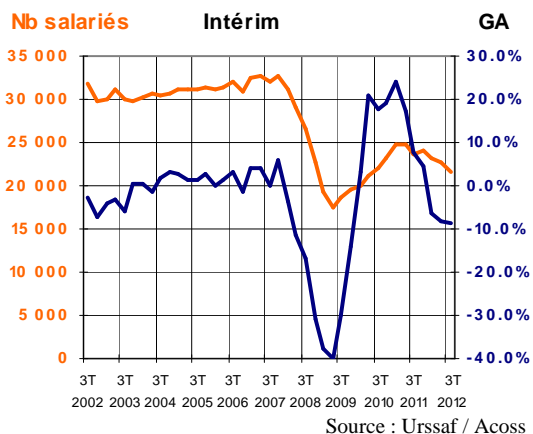
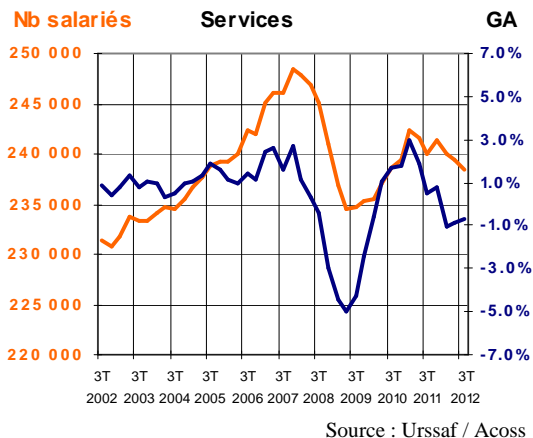
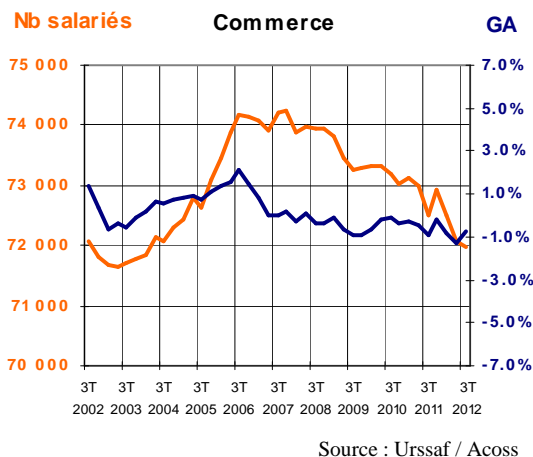
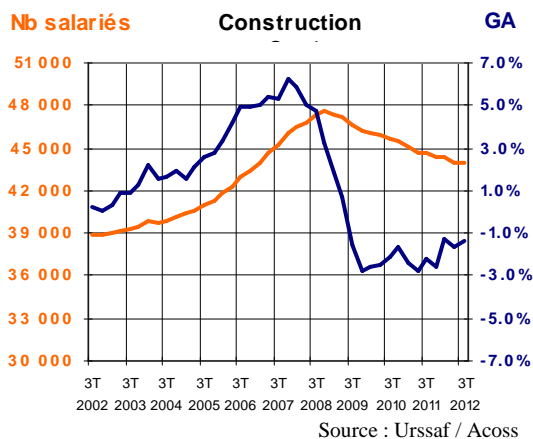
* L'Habillement, textile et cuir poursuit ses pertes d'effectifs (-7,9%) et ne représente plus aujourd'hui qu'un millier d'emplois. La chute s'est fortement accentuée début 2012 (-8,3% à fin mars 2012).

* L'Industrie du meuble ralentit ses pertes d'emplois (-0,7% à fin septembre après -1,2% à fin juin). Les destructions de postes relèvent essentiellement de la Fabrication de meubles de bureau et de magasin (-60 postes) et de l'ensemble des sous secteurs liés à la réparation et la maintenance.

Nb salariés **Industrie**



Source : Urssaf / Acoess



En revanche les installations de machines et d'équipements sont créateurs d'emplois.

* Le Bois et papier (-0,3%) s'effondre à son tour: le dynamisme dans l'imprimerie et reproduction d'enregistrements ne suffit plus à compenser le recul observé dans le Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège (-75 postes) et dans l'Industrie du papier et du carton (-160 postes principalement concentrés dans une entreprise).

* La Métallurgie repart vers la régression avec toutefois des activités contrastées: la Sidérurgie (-65 postes), la Fabrication de structures métalliques (-60 postes) et la Fabrication de portes et fenêtres en métal (-40 postes) détruisent des emplois tandis que la Mécanique industrielle (+70 postes) et la Fabrication d'autres articles métalliques (+60 postes) continuent d'en créer.

* Point positif, l'Industrie chimique (+0,3%) marque un répit et l'Industrie pharmaceutique continue de créer quelques emplois nets.

Les **Industries extractives, Energie, Eau** affichent l'évolution la plus forte (+2,1%), soit 240 postes nets supplémentaires. Elle intègre la Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution (+2,7%) qui créent 150 postes nets mais cet élan ne concerne que la partie assainissement (Collecte des déchets non dangereux +125 postes et Récupération de déchets triés +65 postes).

- La **Construction** ne se redresse pas

Le sous-secteur **Construction de bâtiments** accélère son repli et perd 300 emplois nets en un an: 88% des effectifs sont concentrés dans la Construction de maisons individuelles (-10,4%) et la Construction d'autres bâtiments (-8,3%). Le **Génie civil** poursuit son élan (+5,5%) notamment dans la Construction de routes et autoroutes (+100 emplois nets) et la Construction d'autres ouvrages de génie civil (+160 emplois nets).

Les **Travaux de construction spécialisés** sont toujours fortement touchés (-1,7%, soit 580 emplois nets de moins) essentiellement dans les Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (-220 postes), les Travaux de menuiserie bois pvc (-130 postes) et Travaux de peinture vitrerie (-135 postes). A contrario certaines activités regagnent des emplois: Travaux de montage de structures métalliques (+70 emplois nets), Travaux d'isolation (+46 emplois nets) et Travaux d'installation électrique dans tous locaux (+48 emplois nets).

- Le **Commerce** ralentit ses pertes d'emplois

Avec -0,7% en évolution annuelle (après -1,3% à fin juin), l'effectif salarié du Commerce perd 530 emplois nets en un an. Ce ralentissement s'observe dans le Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles ainsi que dans le Commerce de détail. En revanche le Commerce de gros accélère ses destructions d'emplois.

Le **Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles** est le plus affecté (-1,3%): le secteur Entretien et réparation est dynamique (+2,8%), à l'inverse du commerce de voitures (-3,3%). Le **Commerce de détail** freine également ses réductions d'effectifs (-0,6%, soit 270 postes nets de moins): le Commerce de détail de meubles et le Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé sont les plus touchés en nombre. Le **Commerce de gros** (-1,1%) perd 200 postes nets notamment dans le Commerce de gros de produits chimiques, dans le Commerce de gros de fournitures pour la plomberie et le chauffage et dans le Commerce de gros de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil.

- Les **Services** continuent leur régression

Le rythme de baisse des effectifs dans les Services fléchit légèrement (-0,7% à fin septembre après -0,9% à fin juin 2012). Ainsi 1 700 emplois nets sont supprimés en un an, principalement dans l'intérim qui continue de décroître (-8,8% soit 2 080 emplois de moins en un an). Hors Intérim, l'emploi dans les Services augmente de +0,2%.

Le **Transport** accroît la chute de ses effectifs (-2,1% soit 950 postes de moins). Le transport de fret qu'il soit routier, ferroviaire ou maritime accuse des pertes d'effectifs. Le sous-secteur Entreposage et services auxiliaires des transports (-5,0%) est le plus affecté: en particulier dans les Services auxiliaires des transports par eau (-500 postes concentrés au Grand port maritime du Havre) et dans l'Affrètement et organisation des transports (-280 postes). Les Activités de poste et de courrier continue la régression de leurs effectifs (-250 postes).

Le secteur de **l'Hébergement et la restauration** (-0,5%) perd 90 emplois. La Restauration continue de créer des emplois (+0,8%) à l'inverse de l'Hébergement qui en détruit (-1,8%).

L'**Information et la communication** affiche la plus forte décroissance annuelle des services (-3,8%), touchant particulièrement l'activité Edition et distribution vidéo (suite à la fusion absorption d'une société).

Les **Activités scientifiques et techniques; soutien, services administratifs** hors intérim progressent de +2,2%, mais après la correction liée au Service Recherche d'une entreprise de pétrochimie, l'évolution est ramenée à +1,5%. Les Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+2,1% après correction) continuent leur hausse et particulièrement l'Ingénierie, études techniques (+400 postes). Les Activités de services administratifs et de soutien hors intérim redeviennent créateurs d'emplois (+2,6% soit +140 postes nets): les emplois sont créés dans le Nettoyage courant des bâtiments et les Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel.

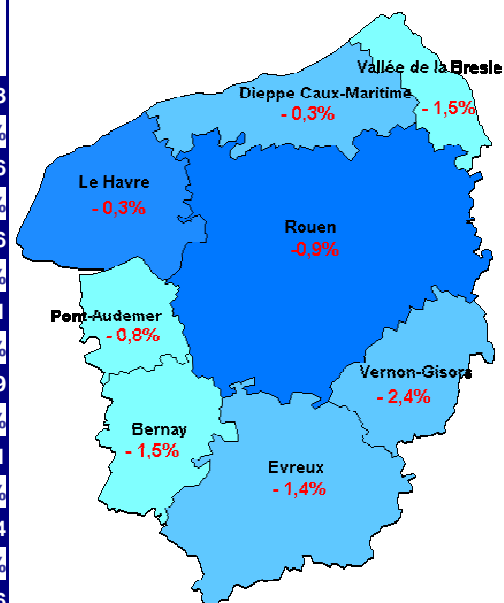
Les **Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale** créent 500 emplois (+0,9%). L'Administration publique accroît ses pertes d'emplois (-2,6% dans Activités générales de Sécurité Sociale et Distribution sociale de revenus) tandis que la Santé humaine augmente ses créations nettes d'emplois (+2,2% principalement les Activités hospitalières) ainsi que l'Action sociale et hébergement médico-social (+1,5% soit 420 postes de plus notamment dans l'Hébergement médicalisé pour personnes âgées, celui pour enfants handicapés et l'Aide à domicile).

L'emploi et la masse salariale

par bassin d'emploi au 3^{ème} trimestre 2012

Evolution annuelle des effectifs par bassin d'emploi et secteur économique

Effectif CVS GA 3T 2012	Industrie	BTP	Commerce	HCR	Autres Services	Intérim	TOTAL
Bernay	3 581	1 274	1 897	355	3 252	509	10868
	-6.5%	0.8%	-1.5%	-5.4%	5.5%	-7.9%	-1.5%
Dieppe - Caux maritime	9 853	2 486	4 945	1 477	8 378	857	27996
	0.1%	-4.9%	0.5%	4.8%	0.3%	-9.6%	-0.3%
Le Havre	27 539	10 554	14 855	4 105	50 311	5 112	112476
	-2.0%	0.1%	-1.7%	-1.0%	1.3%	-9.5%	-0.3%
Pont-Audemer	2 295	1 420	2 063	311	2 724	438	9251
	-2.6%	0.5%	-2.4%	2.1%	1.8%	-6.0%	-0.8%
Rouen	46 673	21 171	34 338	8 879	100 605	9 653	221319
	-1.1%	-0.9%	-0.2%	1.9%	0.0%	-8.9%	-0.9%
Vallée de la Bresle	6 877	787	1 291	431	2 617	718	12721
	0.7%	-4.8%	-3.5%	1.2%	-1.2%	-15.0%	-1.5%
Vernon - Gisors	8 151	2 227	4 289	1 101	8 198	1 498	25464
	2.8%	-5.6%	-2.5%	-1.8%	-4.1%	-12.4%	-2.4%
Évreux	12 609	4 065	8 298	2 241	21 851	2 732	51796
	-1.5%	-4.1%	-0.1%	-3.2%	-0.7%	-3.5%	-1.4%
Total	117 578	43 984	71 976	18 900	197 936	21 517	471 891
	-1.1%	-1.4%	-0.7%	0.5%	0.1%	-8.8%	-0.9%



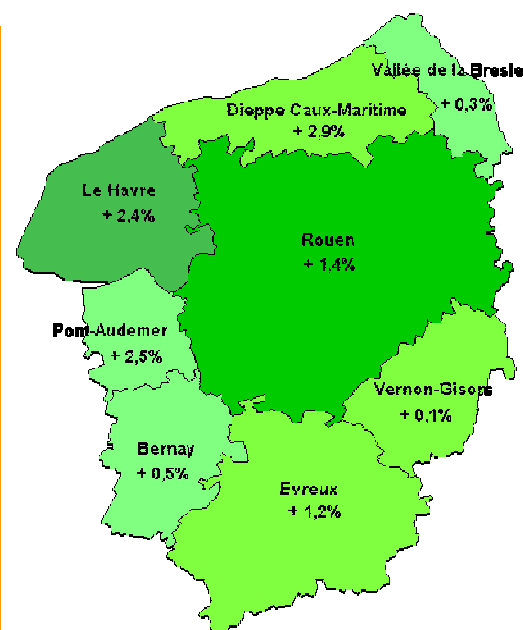
Effectifs salariés (CVS)



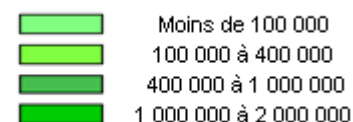
Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

Evolution annuelle de la masse salariale par bassin d'emploi et secteur économique

Masse salariale CVS GA 3T 2012	Industrie	BTP	Commerce	HCR	Autres Services	Intérim	TOTAL en milliers d'euros
Bernay	27 821	6 769	10 782	1 346	18 908	3 518	69 143
	-4.2%	6.8%	2.8%	-1.9%	6.8%	-6.9%	0.5%
Dieppe - Caux maritime	83 165	13 282	29 156	6 553	45 299	5 755	183 209
	4.2%	-2.1%	3.3%	3.2%	2.3%	-0.7%	2.9%
Le Havre	268 281	63 782	85 855	17 416	341 404	34 665	811 403
	0.7%	1.6%	0.5%	3.0%	5.0%	-2.8%	2.4%
Pont-Audemer	17 005	7 959	11 485	1 259	14 945	2 526	55 180
	2.0%	4.9%	1.3%	4.1%	4.5%	-5.7%	2.5%
Rouen	399 072	129 923	212 279	38 647	659 191	62 947	1 502 061
	1.7%	1.8%	1.2%	2.7%	1.6%	-4.2%	1.4%
Vallée de la Bresle	51 695	4 162	7 264	1 958	14 004	5 768	84 850
	1.2%	0.1%	0.4%	3.0%	0.3%	-6.7%	0.3%
Vernon - Gisors	69 683	12 965	26 376	5 718	51 149	9 884	175 775
	3.3%	-3.1%	-0.6%	3.2%	-2.0%	-5.3%	0.1%
Évreux	98 164	22 189	50 907	9 327	137 467	15 881	333 936
	2.2%	-3.1%	3.1%	2.3%	1.1%	-3.1%	1.2%
Total	1 014 885	261 032	434 105	82 224	1 282 367	140 944	3 215 557
	1.6%	1.1%	1.3%	2.8%	2.4%	-3.9%	1.6%



Masse salariale en milliers d'euros (CVS)



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

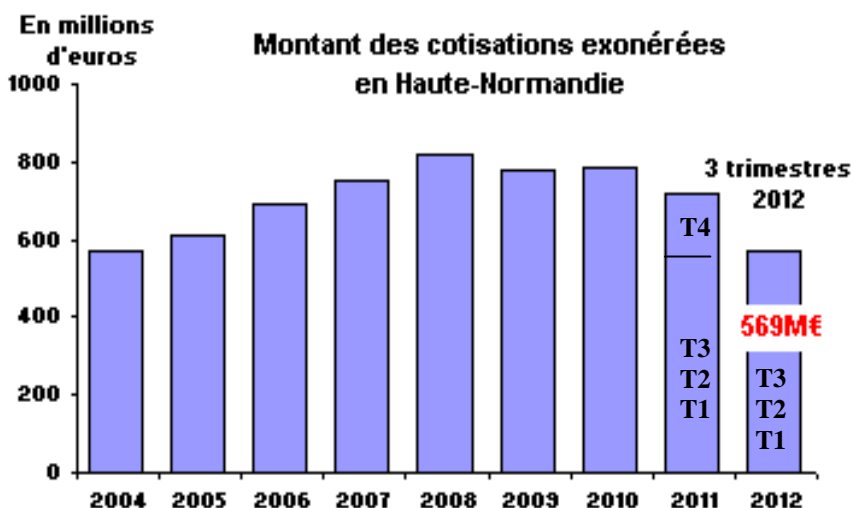
L'étude s'appuie sur les exonérations de cotisations de sécurité sociale (1) dans le cadre des mesures en faveur de l'emploi. Ces mesures sont réparties pour l'analyse en quatre catégories en fonction de leurs objectifs: les mesures générales d'encouragement à la création d'emplois, à la RTT et au pouvoir d'achat (8 mesures), les mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers (25 mesures), les mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques (6 mesures) et les mesures en faveur de secteurs particuliers et autres mesures (18 mesures).

77%

Les réductions Fillon représentent 77% du total des aides à l'emploi

En Haute-Normandie après des années de croissance, le montant des exonérations de cotisations de sécurité sociale baisse en 2009 (-4,7%), reste stable en 2010 (+0,6%) puis connaît à nouveau une nette diminution en 2011 (-8,2%). Ces diminutions liées à la contraction de la masse salariale sont conformes à celles observées au niveau national.

Les employeurs hauts-normands ont bénéficié sur les 3 premiers trimestres 2012 de 569 millions d'euros d'exonérations: ce montant est quasi identique à celui des 3 premiers trimestres 2011 (+0,1%).



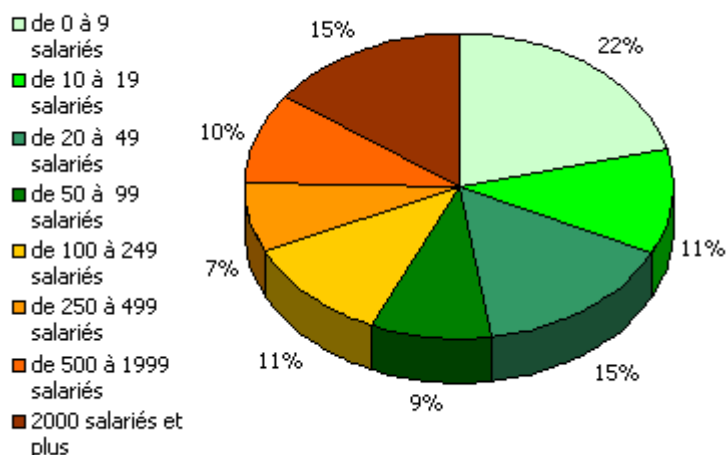
Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acof

Les exonérations des 3 premiers trimestres 2012

Exonérations selon les 4 catégories	Montant des 3 trimestres 2012	En %	Mesures principales en montant
01 - Mesures générales d'encouragement à la création d'emplois et à la rtt et au pouvoir d'achat	502 M€	88,2%	Réduction Fillon 439 M€ Réduction salariale heures sup 48M€
02 - Mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers	44,5 M€	7,9%	Contrat d'apprentissage loi de 1979 12M€ Contrat d'accompagnement dans l'emploi 15M€ Exo 100% associations intermédiaires 3M€ Maîtres et documentalistes enseign.privé 3M€ Exo contrats aidés atelier insertion 3M€
03 - Mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques	3,5M€	0,6%	Zones franches urbaines - exo dégressive 3M€
04 - Mesures en faveur de secteurs particuliers et autres mesures	19 M€	3,3%	Aide à domicile 18M€
TOTAL	569 M€	100%	

Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acof

Répartition des cotisations exonérées par taille d'établissements - 3 premiers trimestres 2012 -



Les allègements généraux, soit 88,2% de l'ensemble des cotisations, sont stables (+0,22%).

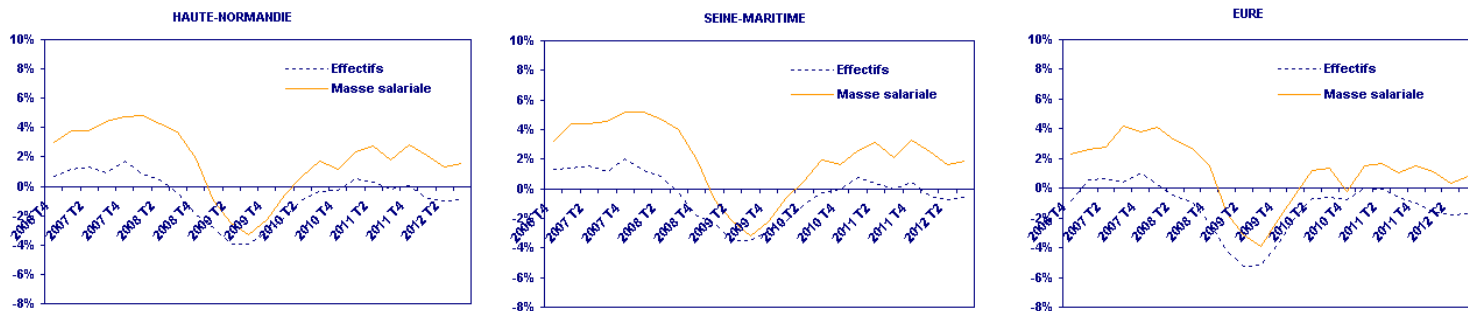
En revanche les mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers et celles dans certaines zones géographiques régressent (respectivement -4,7% et -6,53%).

Seules les mesures liées à l'Aide à domicile évoluent fortement (+10,9%).

Les dispositifs d'exonération sont répartis sur l'ensemble des entreprises.

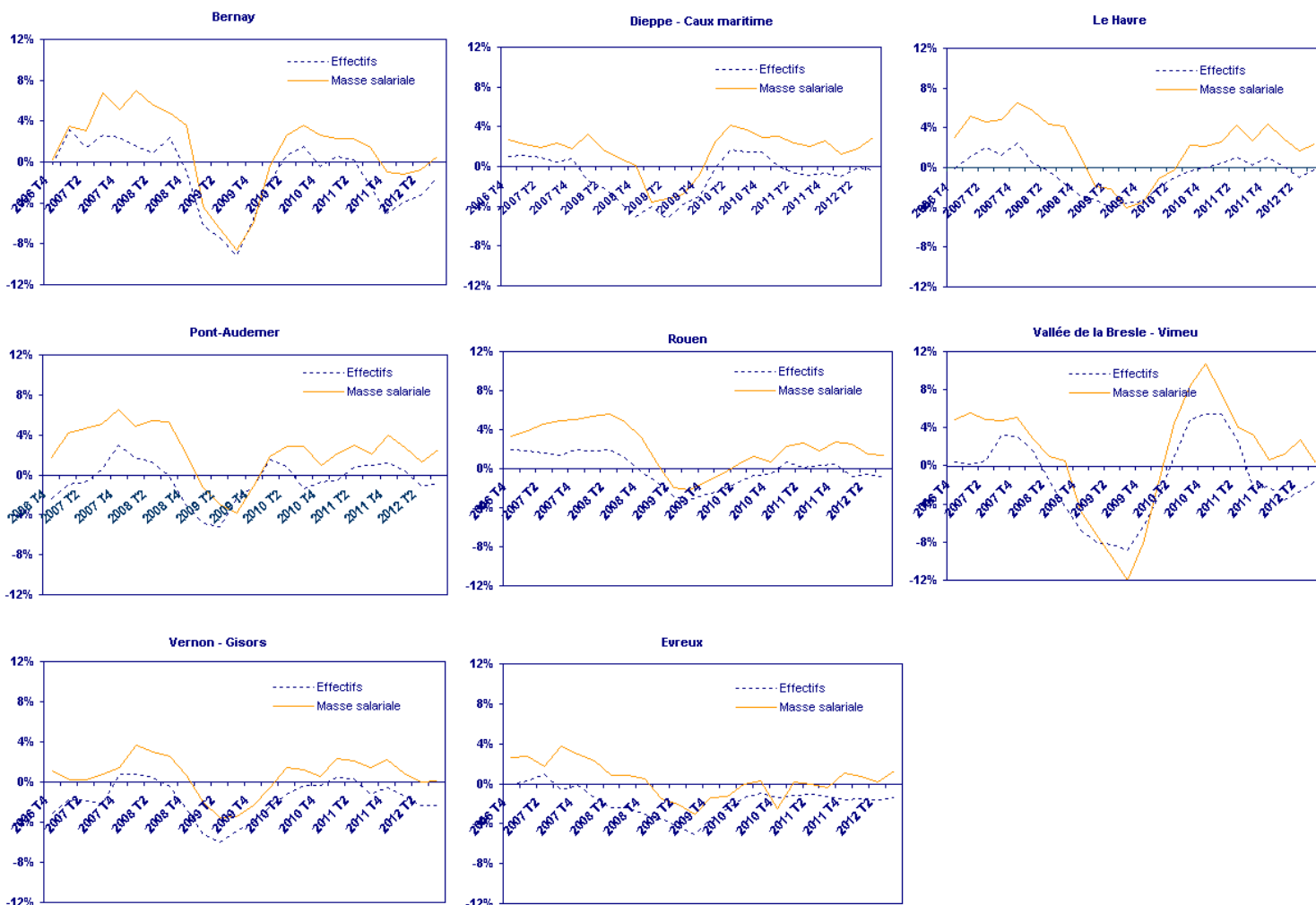
(1) cette terminologie inclut les réductions et exonérations de cotisations ou de contributions de Sécurité Sociale ainsi que les réductions et abattements d'assiette.

Evolution de l'emploi et la masse salariale en région Haute-Normandie en glissement annuel



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

Evolution de l'emploi et la masse salariale par bassin d'emploi en glissement annuel



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

L'emploi et la masse salariale

par secteur d'activité selon NACE 38 au 3^{ème} trimestre 2012

Secteurs d'activité (NACE 38)	Effectif salarié					Masse salariale				
	2012 T3 En nombre	G Trimestriel		Glisst annuel		2012 T3 Millions €	G Trimestriel		Glisst annuel	
		2012 T2	2012 T3	2012 T2	2012 T3		2012 T2	2012 T3	2012 T2	2012 T3
En valeur CVS										
AZ Agriculture, sylviculture et pêche	154	3.5%	4.1%	8.1%	0.1%	0.7	0.4%	-4.2%	7.4%	0.5%
BZ Industries extractives	449	0.7%	-0.7%	1.5%	0.0%	3.8	0.5%	2.4%	0.5%	2.8%
CA Industries agro-alimentaires	13 075	0.6%	0.2%	0.0%	0.3%	85.5	0.9%	0.8%	2.9%	2.7%
CB Habillement, textile et cuir	1 015	-1.7%	0.4%	-8.1%	-7.9%	6.1	3.4%	-5.5%	-0.5%	-5.0%
CC Bois et papier	6 394	-0.8%	-1.8%	1.0%	-0.3%	52.0	1.0%	-1.4%	5.3%	3.7%
CD Cokéfaction et raffinage	3 306	-11.5%	0.3%	-11.2%	-11.3%	44.0	-11.9%	0.6%	-9.2%	-8.8%
CE Industrie chimique	10 101	-0.7%	2.5%	-1.7%	0.3%	109.6	-1.3%	2.9%	1.2%	3.5%
CF Industrie pharmaceutique	6 668	-0.6%	0.9%	0.2%	0.5%	68.8	-4.2%	1.8%	0.9%	4.7%
CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	13 935	-2.7%	-1.9%	-4.0%	-5.6%	110.4	-2.0%	-2.9%	1.0%	-2.7%
CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques	12 875	-0.6%	0.2%	0.1%	-0.3%	99.6	-0.5%	-0.1%	3.4%	2.4%
CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	2 831	0.0%	-1.6%	-0.2%	-2.3%	24.6	-0.4%	-3.3%	0.3%	0.1%
CJ Fabrication d'équipements électriques	5 555	-0.4%	-0.1%	-0.3%	-0.8%	45.8	-1.4%	0.6%	1.6%	2.0%
CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.	6 564	0.1%	0.5%	1.0%	0.8%	62.8	3.4%	0.0%	4.9%	4.3%
CL Fabrication de matériels de transport	13 135	-0.1%	-0.1%	-0.5%	-1.0%	119.6	0.1%	0.1%	2.5%	1.1%
CM Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines	10 329	0.4%	-0.2%	-1.2%	-0.7%	79.9	1.0%	-0.3%	2.4%	1.7%
DZ Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	5 569	1.3%	-0.3%	2.0%	1.6%	63.4	3.0%	0.1%	4.4%	3.0%
EZ Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	5 761	-0.7%	0.6%	4.0%	2.7%	38.7	0.9%	2.3%	5.7%	6.6%
FZ Construction	43 984	-1.0%	0.0%	-1.6%	-1.4%	261.0	-0.7%	0.2%	0.4%	1.1%
GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	71 976	-0.6%	-0.1%	-1.3%	-0.7%	434.1	0.9%	0.1%	1.4%	1.3%
HZ Transports et entreposage	45 070	0.0%	-1.5%	-1.2%	-2.1%	325.3	0.0%	0.3%	-0.8%	0.9%
IZ Hébergement et restauration	18 888	0.4%	0.1%	0.3%	0.5%	82.1	1.1%	0.3%	3.0%	2.8%
JA Edition et Audiovisuel	1 537	-2.1%	5.6%	-18.2%	-12.5%	11.9	-3.0%	6.4%	-14.5%	-11.8%
JB Télécommunications	2 509	1.7%	-2.6%	-2.2%	-3.1%	18.3	-0.8%	-0.2%	-0.9%	1.7%
JC Activités informatiques	2 856	-0.7%	0.7%	1.0%	1.1%	23.3	0.0%	0.5%	1.8%	1.4%
KZ Activités financières et d'assurance	15 154	0.0%	-0.3%	0.3%	-0.4%	139.8	-0.6%	2.0%	0.7%	3.0%
LZ Activités immobilières	6 209	-1.2%	-0.8%	0.0%	-0.2%	39.1	-1.1%	-1.3%	1.1%	0.7%
MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	19 643	1.9%	0.4%	3.1%	3.5%	160.5	4.3%	1.1%	7.3%	8.0%
MB Recherche et développement	970	-2.1%	1.7%	-0.9%	2.3%	8.3	0.2%	-0.4%	1.5%	2.1%
MC Autres activités scientifiques et techniques	2 981	0.6%	-0.1%	-1.7%	-1.8%	16.0	-1.3%	0.9%	1.5%	1.7%
NZ Activités de services administratifs et de soutien	49 657	-2.1%	-1.0%	-3.9%	-3.1%	267.7	-0.7%	-0.6%	-1.0%	-0.3%
OZ Administration publique	4 799	-0.4%	-0.1%	-2.4%	-2.6%	38.2	3.8%	-1.3%	1.9%	-0.8%
PZ Education	7 845	0.0%	1.1%	-1.7%	-1.0%	42.5	1.1%	1.1%	0.9%	2.5%
QA Activités pour la santé humaine	12 457	0.0%	0.8%	1.6%	2.2%	76.2	0.7%	0.8%	2.6%	3.6%
QB Action sociale et hébergement médico-social	28 137	0.3%	0.5%	1.1%	1.5%	124.8	1.1%	0.6%	3.8%	5.0%
RZ Arts, spectacles et activités récréatives	6 613	1.1%	-0.6%	1.3%	1.1%	30.9	4.7%	-1.2%	3.6%	3.2%
SZ Autres activités de services	13 148	0.2%	-0.3%	-1.3%	-0.8%	102.7	-5.0%	-1.1%	-2.8%	-2.2%
UZ Activités extra-territoriales	2	0.0%	0.0%	0.3%	79.2%	0.0	-5.8%	8.3%	32.1%	1.9%

Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoiss

Méthodologie

Source des données :

La base SEQUOIA-UR-ACOSS centralise au niveau national les informations issues des bordereaux récapitulatifs des cotisations (BRC), supports déclaratifs utilisés par les employeurs du régime général déclarant leurs cotisations sociales aux Urssaf.

Champ :

Les salariés des établissements de Haute-Normandie retenus dans cette analyse relèvent du secteur concurrentiel : il intègre toutes les branches d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat et des collectivités territoriales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salarié à domicile. Le secteur dit «Autres» intègre non seulement les établissements ayant provisoirement une activité non classée, mais aussi les activités «Agriculture, Sylviculture, Pêche». En effet, concernant le secteur de l'Agriculture, les Urssaf n'ont qu'une couverture marginale par rapport à la mutualité sociale agricole (MSA).

Notions retenues :

L'effectif salarié, relevé sur le BRC de l'entreprise, est l'effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail.

La masse salariale désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations. Cette assiette salariale se compose du salaire de base auquel peuvent s'ajouter des compléments légaux,

conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur (primes, rémunération des heures supplémentaires, avantages en nature...) ; toutefois elle ne comprend pas les sommes allouées au titre de la participation et de l'intéressement.

Le salaire mensuel moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre. Ce dernier est calculé comme la moyenne des effectifs de début et de fin de trimestre. Enfin, ce salaire trimestriel moyen est divisé par 3 pour obtenir un salaire mensuel moyen par tête.

Les données sont désaisonnalisées (CVS : Correction des Variations Saisonnières) pour corriger notamment l'impact des versements des primes et les fluctuations saisonnières de l'emploi. Ces désaisonnalisations peuvent conduire à des révisions des périodes antérieures. Les données sont provisoires pour le dernier trimestre, et comprennent des révisions sur l'historique essentiellement sur le trimestre précédent.

Indicateurs :

Le glissement trimestriel (GT) compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. Le glissement annuel (GA) compare les données du trimestre avec celles du trimestre correspondant de l'année précédente.

Retrouvez l'intégralité de cette étude, et le n° précédent, sur le site de votre Urssaf :

www.seine-maritime.urssaf.fr

www.eure.urssaf.fr

L'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) met en ligne les résultats nationaux dans une publication intitulée «Acooss Stats», retrouvez-la sur le site www.acoss.fr, rubrique publications.

⊕ Abonnez-vous

Vous pouvez également vous abonner gratuitement à la newsletter de l'Urssaf en vous connectant sur le site national :

www.urssaf.fr

Vous y retrouverez des informations réglementaires adaptées à votre profil et des informations sur l'actualité des Urssaf de la région (salons, réunions d'informations, contacts utiles...).

Observatoire des ressources de la Sécurité Sociale en Haute-Normandie

Publication statistique trimestrielle des Urssaf de Haute-Normandie N°15/ janvier 2013 - Directeur de la publication : Gérard GILMANT
Conception et réalisation : Statistiques régionales - Martine Truyens - tél : 02.35.58.39.85 / martine.truyens@urssaf.fr

Imprimeur : UNICA – Tirage : 300 ex – N° ISSN / 1953-5716

Contact : 3957(0,118€/mn) du lundi au vendredi 9h-12h et 14h-17h – Urssaf de la Seine-Maritime 61, rue Pierre Renaudel – BP2035X 76040 Rouen cedex 1